



United Nations  
Educational, Scientific and  
Cultural Organization

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Organización  
de las Naciones Unidas  
para la Educación,  
la Ciencia y la Cultura

Организация  
Объединенных Наций по  
вопросам образования,  
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة  
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、  
科学及文化组织

# Patrimoine culturel immatériel

# 1 COM

**Distribution limitée**

**ITH/06/1.COM/CONF.204/Décisions  
Paris, le 19 novembre 2006  
Original: français/anglais**

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL  
DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL**

**Première session  
Alger, Algérie, 18 - 19 novembre 2006**

**DÉCISIONS ADOPTÉES**

## DÉCISION 1.COM 2 – ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le Comité,

1. Ayant examiné le Règlement intérieur provisoire proposé dans le document ITH/06/1.EXT.GA/CONF.204/2,
2. Adopte son Règlement intérieur, tel qu'amendé et figurant dans l'annexe de la présente décision.

### Règlement intérieur provisoire

#### I. COMPOSITION

**Article 1 Le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (article 5 de la Convention)**

Le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, dénommé « Comité du patrimoine immatériel » et désigné ci-après du nom de « Comité », se compose des États parties à la Convention élus conformément à l'article 5 de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, ci-après désignée du nom de « Convention ».

#### II. SESSIONS

**Article 2 Sessions ordinaires et extraordinaires**

- 2.1 Le Comité se réunit en session ordinaire au moins une fois par an.
- 2.2 Le Comité se réunit en session extraordinaire à la demande des deux-tiers au moins des États membres.

**Article 3 Convocation**

- 3.1 Les sessions du Comité sont convoquées par le Président du Comité, appelé ci-après « le Président », en accord avec le Directeur général de l'UNESCO, appelé ci-après « le Directeur général ».<sup>1</sup>
- 3.2 Le Directeur général informe les États membres du Comité, au moins soixante jours à l'avance, de la date, du lieu et de l'ordre du jour provisoire de chaque session ordinaire. Dans le cas d'une session extraordinaire, le préavis est donné, si possible, trente jours avant l'ouverture de la session.
- 3.3 Le Directeur général informe en même temps les États, les organisations et les personnes mentionnés aux articles 6, 7 et 8 de la date, du lieu et de l'ordre du jour provisoire de chaque session.

---

<sup>1</sup> Quels que soient les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner les personnes exerçant des charges, mandats ou fonctions, il va de soi que les titulaires de tous les postes ou sièges correspondants peuvent être indifféremment des femmes ou des hommes.

#### **Article 4**                      **Date et lieu de réunion**

- 4.1 Le Comité fixe, à chaque session, en consultation avec le Directeur général, la date et le lieu de la session suivante. Le Bureau peut, en cas de nécessité, modifier cette date et/ou ce lieu en consultation avec le Directeur général.
- 4.2 Tout État membre du Comité peut inviter le Comité à tenir une session ordinaire sur son territoire.
- 4.3 En fixant le lieu de la session ordinaire suivante, le Comité tient dûment compte de la nécessité d'assurer une rotation équitable entre les différentes régions du monde.

### **III. PARTICIPANTS**

#### **Article 5**                      **Délégations**

- 5.1 Chaque État membre du Comité est représenté par un délégué, qui peut être assisté par des suppléants, des conseillers et des experts.
- 5.2 Les États membres du Comité choisissent pour les représenter des personnes qualifiées dans les divers domaines du patrimoine culturel immatériel (article 6.7 de la Convention).
- 5.3 Les États membres du Comité font connaître, par écrit, au Secrétariat le nom des personnes composant leur délégation en précisant leurs qualifications et fonctions.
- 5.4 Afin de garantir, au sein du Comité, une participation équitable des différentes régions géographiques, le Comité affecte dans son budget une somme destinée à couvrir les frais de participation, à ses sessions et à celles de son Bureau, de représentants des États membres en développement, mais seulement pour des personnes spécialistes du patrimoine culturel immatériel. Si le budget le permet, les pays en développement qui sont parties à la Convention mais qui ne sont pas membres du Comité peuvent également recevoir une aide; celle-ci doit être réservée à des spécialistes du patrimoine culturel immatériel.
- 5.5 Les demandes d'assistance pour participer aux réunions du Bureau et du Comité doivent parvenir au Secrétariat au moins quatre semaines avant la session concernée. Ces demandes sont prises en compte dans la limite des ressources disponibles, telles que décidées par le Comité, par ordre croissant de PNB par habitant de chaque État membre du Comité. En principe, le Fonds du patrimoine culturel immatériel ne finance pas plus d'un représentant par État.

#### **Article 6**                      **Organisations ayant une fonction consultative auprès du Comité**

Peuvent assister aux séances du Comité avec voix consultative les organisations non gouvernementales possédant des compétences avérées et qui seront accréditées dans ce but par l'Assemblée générale suivant les critères établis par celle-ci (article 9.1 de la Convention).

#### **Article 7**                      **Invitations en vue de consultations**

Le Comité peut à tout moment inviter à ses sessions tout organisme public ou privé, ainsi que toute personne physique, possédant des compétences avérées dans les différents domaines du patrimoine culturel immatériel, pour les consulter sur toute question particulière (article 8.4 de la Convention).

## **Article 8 Observateurs**

- 8.1 Les États parties à la Convention qui ne sont pas membres du Comité peuvent participer aux sessions du Comité en qualité d'observateurs.
- 8.2 Les États qui ne sont pas parties à la Convention mais qui sont membres de l'UNESCO ou des Nations Unies peuvent, s'ils en font la demande par écrit, également être autorisés par le Comité à participer aux sessions du Comité en qualité d'observateurs.
- 8.3 Le Comité peut autoriser à participer à ses sessions l'Organisation des Nations Unies et les institutions du système des Nations Unies ainsi que, si elles lui en font la demande par écrit, d'autres organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, les missions permanentes d'observation auprès de l'UNESCO, et des institutions à but non lucratif ayant une activité dans les domaines visés par la Convention en qualité d'observateurs.
- 8.4 Le Directeur général adresse une invitation à toutes les entités dont la participation a été autorisée par le Comité conformément aux articles 8.2 et 8.3.

## **IV. ORDRE DU JOUR**

### **Article 9 Ordre du jour provisoire**

- 9.1 Le Directeur général prépare l'ordre du jour provisoire des sessions du Comité (article 10.2 de la Convention).
- 9.2 L'ordre du jour provisoire d'une session ordinaire du Comité comprend :
  - a) toutes les questions que le Comité, à ses sessions antérieures, a décidé d'y inscrire ;
  - b) toutes les questions proposées par les États membres du Comité ;
  - c) toutes les questions proposées par les États parties à la Convention qui ne sont pas membres du Comité ;
  - d) toutes les questions proposées par le Directeur général.
- 9.3 L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire comprend uniquement les questions pour l'examen desquelles la session extraordinaire a été convoquée.

### **Article 10 Adoption de l'ordre du jour**

Le Comité adopte, au début de chaque session, l'ordre du jour afférent à cette session.

### **Article 11 Modifications, suppressions et additions concernant l'ordre du**

## **jour**

Le Comité peut modifier, réduire ou compléter l'ordre du jour ainsi adopté par décision prise à la majorité des deux-tiers des membres présents et votants.

## **V. BUREAU**

### **Article 12 Bureau**

- 12.1 Le Bureau du Comité, constitué sur la base du principe de répartition géographique équitable, comprend le Président, un ou plusieurs Vice-Président(s) et un Rapporteur. Il est chargé de coordonner les travaux du Comité et de fixer la date, l'heure et l'ordre du jour des séances. Les autres membres du Bureau aident le Président dans l'exercice de ses fonctions.
- 12.2 Le Bureau se réunit autant de fois qu'il le juge nécessaire pendant les sessions du Comité.

### **Article 13 Élections**

- 13.1 A la fin de chaque session ordinaire, le Comité élit, parmi les membres du Comité dont le mandat se poursuit jusqu'à la prochaine session ordinaire, un Président, un ou plusieurs Vice-Président(s) et un Rapporteur qui resteront en fonction jusqu'à la fin de cette session.
- 13.2 En cas de session extraordinaire, le Comité doit élire un Président, un ou plusieurs Vice-Président(s) et un Rapporteur qui occuperont ces fonctions pour la durée de cette session.
- 13.3 Le Président, le ou les Vice-Président(s) et le Rapporteur sont immédiatement rééligibles pour un deuxième mandat sous condition que le pays qu'ils représentent continue d'être État membre du Comité au moins jusqu'à la fin du mandat renouvelé.
- 13.4 Dans l'élection du Bureau, le Comité tient dûment compte de la nécessité d'assurer une représentation géographique équitable et, dans la mesure du possible, un équilibre entre les différents domaines du patrimoine culturel immatériel.

### **Article 14 Attributions du Président**

- 14.1 Outre les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent Règlement, le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque réunion plénière du Comité. Il dirige les débats, assure l'observation du présent Règlement, donne la parole aux orateurs, met les questions aux voix et proclame les décisions. Il se prononce sur les motions d'ordre et, sous réserve du présent Règlement, veille au bon déroulement de chaque séance et au maintien de l'ordre. Le Président ne prend pas part aux votes, mais il peut charger un autre membre de sa délégation de voter à sa place. Il exerce toutes autres fonctions qui lui sont confiées par le Comité.
- 14.2 Un Vice-Président agissant en qualité de Président a les mêmes pouvoirs et attributions que le Président lui-même.

- 14.3 Le Président ou le ou les Vice-Président(s) des organes subsidiaires du Comité ont, au sein de l'organe qu'ils sont appelés à présider, les mêmes attributions que le Président ou le ou les Vice-Président(s) du Comité.

#### **Article 15 Remplacement du Président**

- 15.1 Si le Président n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions pendant tout ou partie d'une session du Comité ou du Bureau, la présidence est assumée par un Vice-président.
- 15.2 Si le Président cesse de représenter un État membre du Comité, ou se trouve pour une raison quelconque dans l'impossibilité d'aller jusqu'au terme de son mandat, un Vice-président est désigné, après consultation au sein du Comité, pour le remplacer jusqu'au terme du mandat en cours.
- 15.3 Le Président s'abstient d'exercer ses fonctions pour toute question relative à un élément du patrimoine culturel immatériel situé sur le territoire de l'État partie dont il est ressortissant.

#### **Article 16 Remplacement du Rapporteur**

- 16.1 Si le Rapporteur n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions pendant tout ou partie d'une session du Comité ou du Bureau, ses fonctions sont assumées par un Vice-président.
- 16.2 Si le Rapporteur cesse de représenter un État membre du Comité, ou s'il est pour une raison quelconque dans l'impossibilité d'aller jusqu'au terme de son mandat, un Vice-président est désigné, après consultations au sein du Comité.

### **VI. CONDUITE DES DÉBATS**

#### **Article 17 Quorum**

- 17.1 En séance plénière, le quorum est constitué par la majorité des États membres du Comité.
- 17.2 Aux réunions des organes subsidiaires, le quorum est constitué par la majorité des États qui sont membres de l'organe en question.
- 17.3 Le Comité et ses organes subsidiaires ne peuvent prendre de décision sur aucune question tant que le quorum n'est pas atteint.

#### **Article 18 Séances publiques**

Sauf décision contraire du Comité, les séances sont publiques. Cet article ne peut pas être suspendu par le Bureau.

#### **Article 19 Séances privées**

- 19.1 Lorsqu'à titre exceptionnel le Comité décide de se réunir en séance privée, il désigne les personnes qui, outre les représentants des États membres du Comité, prendront part à cette séance.

- 19.2 Toute décision prise par le Comité au cours d'une séance privée doit faire l'objet d'une communication écrite lors d'une séance publique ultérieure.
- 19.3 Lors de chaque séance privée, le Comité décide s'il y a lieu de publier le résumé des interventions et les documents de travail de cette séance. Les documents des séances privées seront accessibles au public après un délai de vingt ans.

## **Article 20                    Organes consultatifs ad hoc**

- 20.1 Le Comité peut créer temporairement les organes consultatifs *ad hoc* qu'il estime nécessaires à l'exécution de sa tâche (article 8.3 de la Convention).
- 20.2 Il définit la composition et les termes de référence (notamment le mandat et la durée des fonctions) de chaque organe consultatif *ad hoc* au moment où celui-ci est constitué.
- 20.3 Chaque organe consultatif *ad hoc* élit son Président et, au besoin, son Rapporteur.
- 20.4 Lors de la désignation des membres des organes consultatifs *ad hoc*, le Comité tient dûment compte de la nécessité d'assurer une représentation géographique équitable.

## **Articles 21                    Organes subsidiaires**

- 21.1 Le Comité peut instituer les organes subsidiaires qu'il estime nécessaires à la conduite de ses travaux.
- 21.2 Il définit la composition et les termes de référence (notamment le mandat et la durée des fonctions) de ces organes subsidiaires au moment de leur création. Ces organes ne peuvent être constitués que par des États membres du Comité.
- 21.3 Chaque organe subsidiaire élit son Président et, au besoin, son ou ses Vice-présidents ainsi que son Rapporteur.
- 21.4 Lors de la désignation des membres des organes subsidiaires, le Comité tient dûment compte de la nécessité d'assurer une représentation géographique équitable.

## **Article 22                    Ordre des interventions et limitation du temps de parole**

- 22.1 Le Président donne la parole aux orateurs en suivant l'ordre dans lequel ils ont manifesté le désir de parler.
- 22.2 Le Président peut limiter le temps de parole de chaque orateur lorsque les circonstances rendent cette décision souhaitable.
- 22.3 Les représentants d'organisations, les personnes et les observateurs mentionnés aux articles 6, 7 et 8 peuvent prendre la parole en séance avec l'assentiment préalable du Président.
- 22.4 Les représentants d'un État partie, membre ou non du Comité, ne

doivent pas intervenir lors de discussions pour appuyer l'inscription sur les listes mentionnées aux articles 16 et 17 de la Convention d'un élément du patrimoine culturel immatériel proposé par cet État ou une demande d'assistance soumise par cet État, mais seulement pour fournir des informations en réponse aux questions qui leur sont posées. Cette disposition s'applique à tous les observateurs mentionnés à l'article 8.

**Article 23**                    **Texte des propositions**

A la demande d'un membre du Comité, appuyée par deux autres, l'examen de toute motion, de toute résolution et de tout amendement quant au fond pourra être suspendu jusqu'à ce que le texte écrit en ait été communiqué, dans les langues de travail, à tous les membres du Comité présents.

**Article 24**                    **Division d'une proposition**

La division d'une proposition est de droit, si elle est demandée par un membre du Comité. Après le vote sur les différentes parties d'une proposition, celles qui ont été adoptées séparément sont mises aux voix dans leur ensemble pour adoption définitive. Si toutes les parties du dispositif de la proposition ont été rejetées, l'ensemble de la proposition est considéré comme rejeté.

**Article 25**                    **Mise aux voix des amendements**

- 25.1 Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, cet amendement est mis aux voix en premier lieu. Si plusieurs amendements à une même proposition sont en présence, le Comité vote d'abord sur celui que le Président juge quant au fond le plus éloigné de la proposition initiale. Le Comité vote ensuite sur l'amendement qui, après celui-ci, s'éloigne le plus de ladite proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix.
- 25.2 Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, l'ensemble de la proposition modifiée est mis ensuite aux voix.
- 25.3 Une proposition est considérée comme un amendement à une autre proposition s'il s'agit simplement d'une addition, d'une suppression ou d'une modification intéressant une partie de ladite proposition.

**Article 26**                    **Mise aux voix des propositions**

Si plusieurs propositions portent sur la même question, le Comité, sauf décision contraire de sa part, les met aux voix suivant l'ordre dans lequel elles ont été présentées. Le Comité peut, après chaque vote sur une proposition, décider s'il convient de mettre aux voix la proposition suivante.

**Article 27**                    **Retrait des propositions**

Une proposition peut être, à tout moment, retirée par son auteur avant que le vote qui la concerne n'ait commencé, à condition qu'elle n'ait pas été amendée. Toute proposition retirée peut être présentée de nouveau par un autre État membre du Comité.



**Article 28                    Motions d'ordre**

- 28.1 Au cours d'un débat, tout État membre peut présenter une motion d'ordre; le Président se prononce immédiatement sur cette motion.
- 28.2 Il est possible de faire appel de la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et la décision du Président est maintenue si elle n'est pas rejetée.

**Article 29                    Motions de procédure**

Au cours de la discussion de toute question, un État membre du Comité peut proposer une motion de procédure : la suspension ou l'ajournement de la séance, l'ajournement du débat, ou la clôture du débat.

**Article 30                    Suspension ou ajournement de la séance**

Au cours du débat sur n'importe quelle question, un État membre du Comité peut proposer la suspension ou l'ajournement de la séance. Les motions de ce genre ne sont pas discutées et sont immédiatement mises aux voix.

**Article 31                    Ajournement du débat**

Au cours du débat sur n'importe quelle question, un État membre du Comité peut proposer l'ajournement de ce débat. En proposant l'ajournement, il doit indiquer s'il propose un ajournement *sine die* ou un ajournement à une date qu'il doit alors préciser. Outre son auteur, un orateur pour et un orateur contre peuvent prendre la parole.

**Article 32                    Clôture du débat**

Un État membre du Comité peut à tout moment proposer la clôture du débat, même s'il y a encore des orateurs inscrits. Si la parole est demandée par plusieurs adversaires de la clôture, elle ne peut être accordée qu'à deux d'entre eux. Le Président met ensuite la motion aux voix et, si elle est approuvée par le Comité, prononce la clôture du débat.

**Article 33                    Ordre des motions de procédure**

Sous réserve des dispositions de l'article 28, les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toute autre proposition ou motion :

- a) suspension de la séance ;
- b) ajournement de la séance ;
- c) ajournement du débat sur la question en discussion ;
- d) clôture du débat sur la question en discussion.

**Article 34                    Décisions**

- 34.1 Le Comité adopte les décisions et recommandations qu'il juge appropriées.
- 34.2 Le texte de chaque décision est adopté lors de la clôture du débat sur le point de l'ordre du jour concerné.

## VII. VOTE

### Article 35 **Droit de vote**

Chaque État membre du Comité dispose d'une voix au sein du Comité.

### Article 36 **Conduite pendant les votes**

Une fois que le Président a annoncé le début du vote, nul ne peut interrompre celui-ci sauf un État membre du Comité par une motion d'ordre concernant son déroulement.

### Article 37 **Majorité simple**

Sauf là où il en est disposé autrement dans le présent Règlement, toutes les décisions du Comité sont prises à la majorité simple des États membres du Comité présents et votants.

### Article 38. **Décompte des voix**

Aux fins du présent Règlement, l'expression « États membres du Comité présents et votants » s'entend des États membres du Comité votant pour ou contre. Les États membres du Comité qui s'abstiennent de voter sont considérés comme non-votants.

### Article 39. **Vote à main levée**

- 39.1 Les scrutins ont normalement lieu à main levée.
- 39.2 En cas de doute sur le résultat d'un scrutin à main levée, le Président peut faire procéder à un second scrutin, cette fois par appel nominal.
- 39.3 En outre, le scrutin par appel nominal est de plein droit s'il est demandé par deux États membres du Comité au moins avant le début de l'opération.

## VIII. SECRÉTARIAT DU COMITÉ

### Article 40. **Secrétariat**

- 40.1 Le Comité est assisté par le Secrétariat de l'UNESCO (article 10.1 de la *Convention*).
- 40.2 Le Directeur général (ou son représentant) participe aux travaux du Comité et des organes consultatifs *ad hoc* et subsidiaires sans droit de vote. Il peut à tout moment faire oralement ou par écrit des déclarations sur toute question en cours d'examen.
- 40.3 Le Directeur général désigne un membre du Secrétariat de l'UNESCO comme Secrétaire du Comité ainsi que d'autres fonctionnaires qui constituent ensemble le Secrétariat du Comité.
- 40.4 Le Secrétariat est chargé de recevoir, traduire et distribuer tous les documents officiels du Comité et d'assurer l'interprétation des débats

conformément à l'article 43 du présent Règlement.

- 40.5 Le Secrétariat est également chargé de s'acquitter de toute autre tâche nécessaire à la bonne marche des travaux du Comité.

## **IX. LANGUES DE TRAVAIL ET RAPPORTS**

### **Article 41. Langues de travail**

- 41.1 Les langues de travail du Comité sont l'anglais et le français. Tous les efforts seront faits, y compris l'usage de fonds extrabudgétaires, afin de faciliter l'emploi des autres langues officielles des Nations Unies en tant que langues de travail. Par ailleurs, le pays hôte pourrait faciliter l'emploi de sa (ses) propre(s) langue(s).
- 41.2 Les interventions prononcées aux séances du Comité dans l'une des langues de travail sont interprétées dans l'autre langue.
- 41.3 Les orateurs peuvent cependant s'exprimer dans toute autre langue à condition de veiller eux-mêmes à assurer l'interprétation de leurs interventions dans l'une des langues de travail du Comité.
- 41.4 Les documents du Comité sont publiés simultanément en anglais et français.

### **Article 42. Date limite de distribution des documents**

Les documents relatifs aux points qui figurent dans l'ordre du jour provisoire de chaque session du Comité sont distribués au plus tard quatre semaines avant le début de la session dans les deux langues de travail aux membres du Comité. Ils sont mis à la disposition, sous forme électronique, des organisations accréditées, et des organismes publics ou privés et des personnes physiques invités à la session ainsi que des États parties non membres du Comité.

### **Article 43. Rapports des sessions**

En fin de chaque session, le Comité adopte le rapport sous forme d'une liste des décisions. Celui-ci est publié dans les deux langues de travail dans le mois qui suit la clôture de ladite session.

### **Article 44. Résumé des interventions**

Le Secrétariat établit un résumé des séances du Comité qui est approuvé au début de la session suivante.

### **Article 45. Communication de la documentation**

La liste des décisions et le compte-rendu définitifs des débats des séances publiques sont communiqués par le Directeur général aux membres du Comité, à tous les États parties à la Convention, ainsi qu'aux organisations accréditées, et aux organismes publics ou privés et aux personnes physiques qui ont été invités à la session.

### **Article 46. Rapports à l'Assemblée générale des États parties et à la Conférence générale de l'UNESCO**

- 46.1 Le Comité présente un rapport sur ses activités et décisions à chaque session ordinaire de l'Assemblée générale des États parties et le porte à l'attention de la Conférence générale de l'UNESCO à chacune de ses sessions ordinaires (article 30.2 de la Convention).
- 46.2 Le Comité peut autoriser son Président à présenter ces rapports en son nom.
- 46.3 Copie de ces rapports est envoyée à tous les États parties à la Convention.

## **X. ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR, MODIFICATION DE CE RÈGLEMENT ET SUSPENSION**

### **Article 47. Adoption du Règlement intérieur**

Le Comité adopte son Règlement intérieur à la majorité des deux-tiers de ses membres présents et votants (article 8.2 de la Convention).

### **Article 48. Modification du Règlement intérieur**

Le présent Règlement intérieur peut être modifié, exception faite des articles qui reproduisent certaines dispositions de la Convention, par décision du Comité prise en séance plénière à la majorité des deux-tiers des États membres du Comité présents et votants, sous réserve que la modification proposée figure à l'ordre du jour de la session, conformément aux articles 9 et 10 du présent Règlement intérieur.

### **Article 49. Suspension d'application du Règlement intérieur**

L'application de certains articles du présent Règlement intérieur peut être suspendue, exception faite des articles qui reproduisent certaines dispositions de la Convention, par décision du Comité prise en séance plénière à la majorité des deux-tiers des États membres du Comité présents et votants.

## **DÉCISION 1.COM 3 – ÉLECTION DES MEMBRES DU BUREAU DE LA PREMIÈRE SESSION**

Le Comité,

1. Élit S. Exc. Mme Khalida TOUMI (Algérie) Présidente de la première session du Comité,
2. Élit M. Jean-Pierre DUCASTELLE (Belgique) Rapporteur de la première session du Comité,
3. Élit la Bolivie, la Chine, l'Estonie et le Sénégal, Vice-Présidents de la première session du Comité.

## DÉCISION 1.COM 4 – ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le Comité,

1. Ayant examiné le document ITH/06/1.COM/CONF.204/4,
2. Adopte l'ordre du jour de la session figurant dans le document susmentionné, comme amendé.

## DÉCISION 1.COM 5 – PRÉPARATION DES TEXTES NÉCESSAIRES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

Le Comité,

1. Ayant examiné le document ITH/06/1.COM/CONF.204/5,
2. Rappelant la résolution 1.GA 7A, par laquelle l'Assemblée générale des États parties demande au Comité de lui soumettre pour approbation inter alia un projet de directives opérationnelles à sa deuxième session ordinaire,
3. Décide d'utiliser l'ébauche jointe en annexe à la présente décision comme point de départ pour l'élaboration du projet des directives opérationnelles, compte tenu des commentaires préliminaires du Comité à ce sujet et des réponses à la consultation des États parties.

### Ébauche de directives opérationnelles [article 7 (e)]

<b>Chapitre 1</b>	<b>Introduction</b>
1.1	Contexte de la Convention [préambule]
1.2	Buts de la Convention [article premier]
1.3	Définition du patrimoine culturel immatériel [article 2.1]
1.4	Domaines du patrimoine culturel immatériel [article 2.2]
1.5	Relation avec d'autres instruments internationaux [article 3]
<b>Chapitre 2</b>	<b>Sauvegarde</b>
2.1	Identification, définition et réalisation d'inventaires [articles 2.3, 11, 12, 13 (d) et 20 (b)]
2.2	Autres mesures de sauvegarde [articles 2.3, 7(b), 13, 14, 16 et 18]
2.3	Participation des communautés [articles 1, 2.1, 11, 12, 13 (d) (ii) et 15]
2.4	Échange international d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques [articles 18, 19 et 29]
<b>Chapitre 3</b>	<b>Visibilité, sensibilisation et dialogue</b>

(Il a été proposé de déplacer ce chapitre après le chapitre 5.)

- 3.1 Critères pour l'inscription sur la Liste représentative [articles 7 (g) (i) et 16]
- 3.2 Soumission par les États parties de propositions d'inscription sur la Liste représentative [articles 7 (g) (i) et 16]
- 3.3 Soumission conjointe par deux ou plusieurs États parties de propositions d'inscription sur la Liste représentative [articles 19 et 23]
- 3.4 Procédure d'intégration dans la Liste représentative des éléments proclamés « Chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité » [article 31]
- 3.5 Diffusion et mass-média

#### **Chapitre 4 Assistance internationale**

- 4.1 Objectifs et formes de l'assistance internationale [articles 20 et 21]
- 4.2 Utilisation des ressources du Fonds [articles 7 (c), 7 (d), 25, 27 et 28]
- 4.3 Critères d'inscription sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente [articles 7 (g)(i) et 17.3]
- 4.4 Procédure d'inscription sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente (article 17)
- 4.5 Critères pour la sélection et la promotion de programmes, projets et activités [article 18]
- 4.6 Procédure pour la présentation de demandes d'assistance internationale [articles 7(g),18, 22 et 23]
- 4.7 Procédure pour les demandes d'urgence [article 22.2]

#### **Chapitre 5 Suivi et rapports**

- 5.1 Suivi réactif des éléments du patrimoine culturel immatériel inscrits sur les listes de la Convention [article 7 (a), (f)]
- 5.2 Périodicité et formes des rapports sur les dispositions prises pour la mise en œuvre de la Convention [articles 7 (f) et 29]

#### **Chapitre 6 Organisations consultatives**

- 6.1 Critères pour l'accréditation d'organisations non gouvernementales exerçant des fonctions consultatives auprès du Comité [article 9]
- 6.2 Procédure pour la sélection d'organisations consultatives dont l'accréditation doit être proposée à l'Assemblée générale [article 9]
- 6.3 Fonction et méthodes de travail des organisations consultatives

## Annexes

- Annexe 1*    *Modèle d'instrument de ratification*
- Annexe 2*    *Mode de présentation des propositions d'inscription sur les listes de la Convention*
- Annexe 3*    *Mode de présentation des propositions de programmes, projets et activités*
- Annexe 4*    *Mode de présentation des demandes d'assistance internationale*
- Annexe 5*    *Assistance internationale : modèle d'accord entre l'État partie bénéficiaire et le Comité*
- Annexe 6*    *Assistance internationale : mode de présentation des rapports d'évaluation*
- Annexe 7*    *Mode de présentation des Plans de sauvegarde*
- Annexe 8*    *Mode de présentation des rapports périodiques des États parties*

## DÉCISION 1.COM 6 – ASSISTANCE CONSULTATIVE AU COMITÉ

Le Comité,

1. Ayant examiné le document ITH/06/1.COM/CONF.204/6,
2. Rappelant les articles 8 et 9 de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel,
3. Considérant son souhait de bénéficier du concours de praticiens du patrimoine culturel immatériel, d'organisations non gouvernementales ainsi que de centres d'expertise ayant des compétences avérées dans le domaine du patrimoine culturel immatériel, assumant les fonctions énumérées au paragraphe 5 du document ITH/06/1.COM/CONF.204/6,
4. Décide de poursuivre la réflexion sur la nécessité ou non d'établir un organisme consultatif général comme indiqué au paragraphe 4 du document ITH/06/1.COM/CONF.204/6 et enrichi par les débats de sa présente session,
5. Prie le Directeur général de lui soumettre, à sa deuxième session, une proposition concernant les critères régissant l'accréditation de praticiens du patrimoine culturel immatériel, d'organisations non gouvernementales ainsi que de centres d'expertise ayant des compétences avérées dans le domaine du patrimoine culturel immatériel,
6. Invite les États parties à la Convention à soumettre, avant le 31 janvier 2007, des propositions relatives aux critères d'accréditation et de représentativité des praticiens du patrimoine culturel immatériel, des organisations non gouvernementales ainsi que des experts et des centres d'expertise ayant des compétences avérées dans le domaine du patrimoine culturel immatériel, qui seront prises en considération à sa prochaine session.

## **DÉCISION 1.COM 7 – CRITÈRES D'INSCRIPTION SUR LA LISTE REPRÉSENTATIVE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL DE L'HUMANITÉ**

Le Comité,

1. Rappelant les articles 7 (g) (i) et 16.2 de la Convention,
2. Ayant examiné le document ITH/06/1.COM/CONF.204/7,
3. Encourage les États parties à la Convention à soumettre au Secrétariat d'ici au 31 janvier 2007 des observations sur le document susmentionné ;
4. Prie le Directeur général de lui présenter à sa prochaine session une proposition énonçant un ensemble de critères d'inscription sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, qui prennent en compte les commentaires et idées formulées à sa première session et les observations reçues par le Secrétariat.

## **DÉCISION 1. COM 8 – DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION DU COMITÉ**

Le Comité,

1. Ayant examiné la proposition du Japon et de la Chine d'accueillir une session ordinaire et une session extraordinaire en 2007,
2. Décide de tenir sa deuxième session ordinaire au Japon, début septembre 2007 et une session extraordinaire en Chine (Beijing) du 23 au 27 mai 2007.

## **DÉCISION 1.COM 9 – ÉLECTION DES MEMBRES DU BUREAU DE LA DEUXIÈME SESSION**

Le Comité,

1. Élit S. Exc. M. Seiichi KONDO (Japon) Président du Comité,
2. Élit M. Ousman Blondin DIOP (Sénégal) Rapporteur du Comité,
3. Élit la Belgique, la Bolivie, l'Estonie et la République arabe syrienne, Vice-présidents du Comité.